



C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4^e étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

Motifs de décision

Terminaux Portuaires du Québec inc.,

requérante,

et

Association des employeurs maritimes,

intimée,

et

Syndicat des débardeurs de Trois-Rivières
(SCFP 1375),

agent négociateur.

Dossier du Conseil : 28514-C

Référence neutre : 2011 CCRI 580

Le 20 avril 2011

Un banc du Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil), composé de M^e Louise Fecteau, Vice-présidente, ainsi que de MM. Daniel Charbonneau et Patrick J. Heinke, Membres, a examiné l'affaire mentionnée ci-dessus.

L'article 16.1 du *Code canadien du travail (Partie I – Relations du travail)* (le Code) prévoit que le Conseil peut trancher toute affaire ou question dont il est saisi sans tenir d'audience. De plus, le Conseil n'est pas tenu d'aviser les parties de son intention de ne pas tenir d'audience (voir *NAV CANADA*, 2000 CCRI 468, confirmée dans *NAV Canada c. Fraternité internationale des*

ouvriers en électricité, 2001 CAF 30; et également *Raymond c. Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes*, 2003 CAF 418). Après avoir examiné les observations des parties et les documents présentés à l'appui de leurs positions respectives, le Conseil est convaincu que la documentation dont il dispose lui suffit pour trancher la présente affaire sans tenir d'audience.

Les présents motifs de décision ont été rédigés par M^e Louise Fecteau, Vice-présidente.

I – Nature de la demande

[1] Il s'agit d'une demande d'ordonnance provisoire présentée en vertu de l'article 19.1 du *Code* par Terminaux Portuaires du Québec inc. (TPQ) le 23 décembre 2010. TPQ a aussi déposé, le 20 décembre 2010, une plainte fondée sur l'alinéa 97(1)a) et le paragraphe 34(6) du *Code* (dossier du Conseil n° 28505-C) à l'encontre de l'Association des employeurs maritimes (l'AEM ou l'association patronale) et de M^e Serge Brault, en sa qualité d'arbitre de griefs. Le présent banc du Conseil a décidé de tenir une audience dans cette dernière affaire.

[2] Par conséquent, la présente décision ne vise que la demande d'ordonnance provisoire présentée en vertu de l'article 19.1 du *Code*.

[3] Dans sa demande d'ordonnance provisoire, TPQ demande au Conseil « de rendre une ordonnance provisoire afin de suspendre l'application de la décision rendue par l'arbitre Brault en date du 30 novembre 2010 jusqu'à ce qu'il se soit prononcé sur la demande déposée en vertu des articles 97.1a) et 34.6 du *Code canadien du travail* ».

II – Contexte et faits

[4] Il est important d'abord de rappeler que le Conseil a rendu, en date du 11 juin 2010, une décision dans *Terminaux Portuaires du Québec inc.*, 2010 CCRI LD 2368, qui portait sur une plainte de pratique déloyale de travail déposée par TPQ en vertu du paragraphe 97(1) du *Code*, dans laquelle TPQ alléguait violation du paragraphe 34(6) du *Code* par l'AEM. Subsidiairement, TPQ avait aussi présenté une demande d'ordonnance provisoire en vertu de l'article 19.1 du *Code*. Ladite plainte et

la demande d'ordonnance provisoire s'inscrivaient toutes deux dans le contexte de l'arbitrage d'un grief (grief n° D-2008-22), dans lequel le Syndicat des débardeurs de Trois-Rivières (SCFP 1375) (le syndicat) alléguait que TPQ, membre de l'AEM, avait violé la convention collective en confiant du travail de vérification à des personnes qui n'étaient pas membres du syndicat dans le Port de Bécancour.

[5] Le syndicat soutenait que le travail effectué par les employés de TPQ était visé par le certificat d'accréditation qu'il détenait. L'AEM avait alors décidé de ne pas représenter TPQ dans le cadre de l'instruction du grief n'ayant pas reçu les renseignements qu'elle lui avait demandés. De son côté, TPQ reprochait à l'AEM de l'avoir forcée à agir dans le dossier dudit grief, alors qu'elle n'avait aucun mandat à cet effet, de l'avoir empêchée de faire une enquête sérieuse et d'avoir en quelque sorte renoncé à ses responsabilités, ou de les avoir abandonnées, et ce, contrairement à son obligation de représentation que lui impose le *Code*.

[6] Le Conseil a rejeté la plainte et la demande d'ordonnance provisoire et a dit ceci relativement à la demande d'ordonnance provisoire :

En plus des faits décrits plus haut, le Conseil est interpellé par les décisions rendues tant par l'arbitre de griefs que par la Cour supérieure. Le 13 avril 2010, l'arbitre de griefs a rejeté la demande de statut d'intervenante de TPQ et a décidé de procéder à l'examen du grief sur le fond avec l'AEM et le syndicat. Le Conseil prend note également du récent jugement de la Cour supérieure, rendu séance tenante le 16 avril 2010, rejetant la demande d'ordonnance de sursis de l'audience du grief devant l'arbitre.

Le Conseil estime que, à la lumière de la décision de la Cour supérieure, refusant le droit au sursis de l'audience devant l'arbitre de griefs, la présente demande d'ordonnance provisoire est théorique.

Pour les raisons énoncées plus haut, le Conseil rejette la demande d'ordonnance provisoire.

[7] Les faits du présent dossier montrent que l'arbitrage du grief (n° D-2008-22) a finalement suivi son cours et la première journée d'audience a eu lieu le 16 avril 2010, devant l'arbitre Serge Brault. La deuxième journée d'audience était prévue pour le 26 octobre 2010, mais, par suite d'un avis juridique obtenu auprès de ses procureurs, l'AEM a décidé de régler à l'amiable ledit grief le 22 octobre 2010.

[8] Les faits montrent aussi que le 30 novembre 2010, l'arbitre Serge Brault prenait acte de l'entente intervenue entre l'AEM et le syndicat relativement audit grief.

[9] Le 20 décembre 2010, TPQ déposait une plainte de pratique déloyale de travail en vertu des paragraphes 97(1) et 34(6) du *Code*, relativement à laquelle le Conseil tiendra une audience, et, subsidiairement, le **23 décembre 2010**, elle déposait une demande d'ordonnance provisoire. Dans sa plainte de pratique déloyale de travail, TPQ allègue notamment que l'entente intervenue entre l'AEM et le syndicat concernant le grief n° D-2088-22 aura pour conséquence de la priver de son droit de gestion et de paralyser les activités de son entreprise. TPQ soutient que l'AEM a transigé sans qu'aucune preuve adéquate n'ait été faite et que, de plus, le syndicat et l'AEM ont convenu de demander à M^e Serge Brault d'entériner la décision en reproduisant in extenso l'entente afin qu'elle puisse être utilisée à titre de précédent dans le futur. TPQ soutient que, ce faisant, l'AEM et le syndicat ont demandé à l'arbitre Brault de statuer sur des éléments dont il n'était même pas saisi et sur lesquels il n'avait aucune compétence. TPQ fait également valoir que les éléments sur lesquels l'AEM et le syndicat se sont entendus ne se retrouvent pas dans la convention collective et que, de ce fait, elle se voit privée de droits fondamentaux de gestion par une entente à valeur contractuelle signée à son insu.

[10] Il faut également souligner que préalablement à la présentation de la demande d'ordonnance provisoire en l'espèce, TPQ a présenté, le 20 décembre 2010, une requête en révision judiciaire de la décision de l'arbitre Serge Brault, accompagnée d'une demande d'ordonnance de sursis, à la Cour supérieure du Québec. TPQ demandait au tribunal d'ordonner le sursis de l'exécution de la décision rendue le 30 novembre 2010 par M^e Serge Brault, en sa qualité d'arbitre de griefs, soit exactement ce que TPQ demande au Conseil dans l'affaire à l'étude. Dans le cadre de l'instance devant la Cour supérieure, l'AEM a déposé un affidavit de M. Jean-Pierre Langlois, son conseiller principal en relations de travail, à l'encontre de la demande de sursis. TPQ invoque cet affidavit au soutien de sa demande d'ordonnance provisoire devant le Conseil pour justifier la suspension de la décision de l'arbitre, compte tenu de certains éléments ambigus qui donnent lieu à des interprétations différentes de la convention collective.

[11] Le 23 décembre 2010, le juge Michel Delorme de la Cour supérieure a rendu de vive voix un jugement rejetant la demande de sursis aux motifs notamment que TPQ ne s'était pas acquittée de « son fardeau de démontrer l'existence d'un... préjudice sérieux et irréparable, advenant que le sursis ne soit pas accordé », et que la « balance des inconvénients » favorisait l'AEM et le syndicat. Les motifs de ce jugement ont été communiqués le 19 janvier 2011 dans *Terminaux portuaires du Québec c. Brault*, 2010 QCCS 6635.

[12] Dans ce contexte, l'AEM soutient que le principe de la chose jugée trouve application dans le cadre de la demande à l'étude et elle fonde son argument sur le jugement rendu par le juge Delorme dans *Terminaux portuaires du Québec c. Brault*, précité, dans lequel il rejette la demande de sursis. À l'appui de ses arguments relatifs au principe de la chose jugée, l'AEM renvoie à la doctrine et à la jurisprudence en cette matière. Subsidiairement, l'AEM soutient que les critères pour accueillir une demande d'ordonnance provisoire en vertu de l'article 19.1 du *Code* ne sont pas réunis, compte tenu du fait que TPQ n'a pas fait la preuve de l'existence d'un préjudice sérieux ou irréparable et que la prépondérance des inconvénients la favorise.

[13] Le syndicat, quant à lui, soutient que la Cour supérieure du Québec a eu l'occasion de se pencher sur les motifs invoqués par TPQ dans sa demande de sursis, lesquels sont les mêmes que ceux invoqués par cette dernière dans la demande à l'étude. Il fait valoir que la suspension de l'exécution de la décision arbitrale de l'arbitre Brault demandée par TPQ aurait pour effet de faire perdurer une situation de violation de la convention collective préjudiciable à la fois au syndicat et à ses membres. Le syndicat demande le rejet de la demande d'ordonnance provisoire présentée par TPQ.

[14] La réplique de TPQ a davantage trait à la plainte de pratique déloyale de travail, laquelle, tel qu'il est mentionné plus haut, sera examinée ultérieurement par le Conseil.

III – Analyse et décision

[15] L'article 19.1 du *Code* confère au Conseil le pouvoir de rendre des ordonnances provisoires. Il se lit comme suit :

19.1 Dans le cadre de toute affaire dont il connaît, le Conseil peut, sur demande d'un syndicat, d'un employeur ou d'un employé concerné, rendre les ordonnances provisoires qu'il juge indiquées afin d'assurer la réalisation des objectifs de la présente partie.

[16] Le Conseil n'a pas établi de critère définitif pour examiner une demande d'ordonnance provisoire. Néanmoins, le Conseil doit faire preuve d'une grande prudence dans l'exercice de son pouvoir de rendre des ordonnances provisoires (voir *Transpro Freight Systems Ltée*, 2008 CCRI 422). Dans la présente affaire, le Conseil n'est pas convaincu qu'il y a lieu d'ordonner la suspension de la décision rendue par l'arbitre Serge Brault, laquelle entérinait l'entente intervenue entre l'AEM et le syndicat pour régler le grief n° D-2008-22.

[17] Dans *Trentway-Wagar inc.*, 2000 CCRI 57, le Conseil a indiqué que les critères utilisés par les cours de justice peuvent servir de guide d'analyse utile; toutefois, il est important d'examiner attentivement ce qui est approprié dans les circonstances uniques de chaque affaire pour assurer la réalisation des objectifs du *Code*, conformément à l'article 19.1.

[18] Compte tenu des principes établis dans sa jurisprudence, le Conseil doit examiner la demande de suspension de la décision de l'arbitre dans le contexte des réalités des relations du travail en l'espèce et des objectifs du *Code*, soit d'encourager la libre négociation collective, le règlement positif des différends et de veiller au maintien d'un environnement propice aux saines relations du travail (voir *Transport Besner inc.*, 2003 CCRI 231).

[19] Dans le cas qui nous occupe, la demande d'ordonnance provisoire se situe dans le contexte d'une plainte dans laquelle TPQ allègue que l'AEM, l'association patronale, aurait manqué à son devoir de représentation juste lorsqu'elle a conclu une entente avec le syndicat – entente qui par la suite a été entérinée par l'arbitre Brault. TPQ invoque plusieurs motifs au soutien de sa demande d'ordonnance provisoire. Elle soutient notamment que la décision de l'arbitre Brault crée une situation ambiguë en ce que TPQ se retrouve désormais devant deux interprétations possibles de la convention collective, soit selon l'affidavit de M. Langlois ou selon la décision de l'arbitre Brault, ce qui la place dans un contexte où elle ne peut gérer adéquatement et efficacement ses installations et respecter les obligations que lui impose la convention collective. TPQ explique, entre autres, que

la décision de l'arbitre impose une interdiction de donner des instructions aux débardeurs alors que l'affidavit de M. Langlois ne fait pas mention de cette interdiction. TPQ soutient qu'il y a lieu de suspendre l'application de la décision de l'arbitre jusqu'à ce qu'une enquête ait été menée sur la plainte en vertu du paragraphe 34(6) et qu'il a à juste titre le droit de savoir lequel des deux documents, la décision de M^e Brault ou l'affidavit de M. Langlois, doit être suivi.

[20] Le Conseil ne peut conclure que la suspension provisoire de la décision de l'arbitre assurerait la réalisation des objectifs de la partie I du *Code*. La décision de l'arbitre Brault entérine une entente conclue entre l'AEM et le syndicat pour régler un grief présenté par le syndicat contre TPQ. Or, l'un des objectifs principaux du *Code* est d'encourager le règlement positif des différends, ce que l'AEM et le syndicat ont fait dans ces circonstances. Le Conseil n'est pas disposé à remettre en question une telle entente sans preuve convaincante d'un manquement au devoir de représentation de l'association patronale. Le Conseil estime devoir d'abord disposer d'une preuve suffisante de la violation du paragraphe 34(6) du *Code* et, tel qu'il est mentionné au début des présents motifs, il a l'intention de tenir une audience sur le bien-fondé de la plainte déposée en vertu du paragraphe 34(6) du *Code*.

[21] Par ailleurs, l'article 58 du *Code* protège les décisions arbitrales et les ordonnances au moyen d'une clause privative rigoureuse et le Conseil n'a pas le pouvoir d'examiner les décisions arbitrales (voir *Dynamex inc.*, 2004 CCRI 298). Le Conseil prend note que la Cour supérieure est saisie d'une requête en révision judiciaire de la décision de l'arbitre. Bien que TPQ ne demande pas au Conseil d'examiner la décision de l'arbitre, le Conseil est d'avis qu'ordonner une suspension de la décision dans les circonstances particulières de la présente affaire, sans avoir eu l'occasion d'examiner le bien-fondé de la plainte en vertu du paragraphe 34(6), pourrait compromettre l'objectif de l'article 58 du *Code*.

[22] Le Conseil est aussi interpellé par le jugement rendu par le juge Michel Delorme, dans lequel ce dernier rejette la demande de sursis présentée par TPQ visant également à suspendre la décision de l'arbitre Brault. La Cour supérieure a entendu les observations des parties quant aux critères applicables pour l'obtention d'un sursis devant les cours de justice, soit l'apparence de droit, l'existence d'un préjudice sérieux ou irréparable et la prépondérance des inconvénients. Il serait pour

le moins audacieux, voire incongru, que le Conseil, à la lumière des observations des parties, arrive à une conclusion différente de celle rendue par le juge Delorme sur ces critères précis.

[23] Le Conseil entendra les parties sur le fond de l'affaire aux fins de déterminer si l'AEM a manqué au devoir de représentation juste auquel elle est tenue en vertu du paragraphe 34(6) du *Code*.

[24] Compte tenu de ce qui précède, le Conseil conclut que l'ordonnance demandée entraînerait plus de difficultés du point de vue des relations du travail qu'elle ne favoriserait la réalisation des objectifs du *Code*. Pour ces motifs, le Conseil rejette la demande d'ordonnance provisoire.

[25] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil.

Louise Fecteau
Vice-présidente

Patrick J. Heinke
Membre

Daniel Charbonneau
Membre